



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2907
19 avril 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Escalade au Moyen-Orient

Les incendiaires sont ceux qui nous gouvernent

US NAVY ASSOCIATED PRESS



Flotte américaine en mer Rouge.

Fonctionnaires
**Face aux attaques, une
seule classe ouvrière**

Page 3

JO 2024
**Allumer
le fric**

Page 6

18, 19 et 20 mai
**La fête de Lutte
ouvrière**

Page 16

Leur société

- Fonctionnaires: face aux attaques, une seule classe ouvrière **3**
- HLM: le gouvernement s'en prend aux locataires **3**
- Macron à la poudrerie: les emplois de demain et les morts d'après-demain **5**
- Économie de guerre: plus de bombes, moins d'hôpitaux **5**
- Calais: un militant attaqué **5**
- Flamme olympique: allumer le fric **6**
- La chasse aux pauvres **6**
- Pour deux euros, on n'a rien **6**
- Un pass déjà vu **6**
- Éducation nationale: faire et défaire ce n'est pas recruter **7**
- Campus scolaire - Coulommiers: les grévistes disent "stop!" **7**
- École d'art à Angoulême: menace de fermeture **7**
- LP Michotte de Cayenne: soutien aux élèves sans papiers! **7**
- Mayotte: gouvernement et RN font la course **11**
- Nouvelle-Calédonie: mépris colonial **11**
- Commémorations: Macron en tournée bleu-blanc-rouge **11**
- Agriculture: le prix plancher, c'est vache **12**
- Shell - Chaumont: un méthaneur à profit **12**
- Alimentation: malade du sucre ou du capital? **12**

Dans le monde

- Israël-Iran: Netanyahu rappelle son utilité pour l'impérialisme **8**
- Gaza: le massacre continue **8**
- Russie-Kazakhstan: inondations et incurie du pouvoir **9**
- Espagne: le gouvernement "de progrès"... vers la guerre **9**
- Union européenne: non au pacte antimigrants **10**
- Brésil: Zara et H&M, l'éthique du profit **10**
- Italie: exploitation haute couture **10**
- Climat: la CEDH propose, le capital dispose **10**

Dans les entreprises

- Lafarge **13**
- Continental-Toulouse **13**
- Restauration **13**
- Stellantis **14**
- Infirmières libérales **14**
- Face à la détresse des jeunes **14**
- General electric - Belfort **15**
- ExxonMobil **15**

Européennes

- La campagne de Lutte ouvrière: dans les usines et les quartiers populaires **4**
- Kévin Gardeau, agent de propreté urbaine à Tours **4**

Agenda

- Fête régionale à Marseille **3**
- La fête de Lutte ouvrière à Presles **16**

L'escalade militaire au Moyen-Orient et ses responsables

Toutes les populations du Moyen-Orient sont dans l'angoisse de savoir quelle va être la réponse militaire du gouvernement israélien à l'attaque de drones de l'Iran, et quelles en seront les conséquences.

L'armée israélienne affirme que 99 % des drones et missiles envoyés par l'Iran ont été interceptés et qu'ils n'ont fait aucun mort. Et cette attaque était déjà la réponse attendue au bombardement israélien du consulat iranien à Damas en Syrie, qui a fait début avril onze morts, dont sept militaires iraniens, notamment un haut général.

Si une escalade militaire s'enclenche, la responsabilité en reviendra à Israël et à ses parrains: le gouvernement des États-Unis et, derrière, ceux de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne. S'il y avait eu quelques critiques de façade de la part de ces puissances à l'encontre de Netanyahu et du massacre de la population palestinienne de Gaza, elles ont cédé la place à un nouveau soutien sans faille.

Depuis le début de l'invasion militaire de Gaza, le gouvernement israélien répète, sans qu'aucune preuve ait été apportée, que l'Iran a aidé le Hamas à préparer son action terroriste du 7 octobre. Mais en réalité, si l'Iran est ciblé, c'est pour des raisons bien plus anciennes.

Depuis le renversement de la dictature du chah en 1979, l'impérialisme américain n'a cessé de vouloir mettre au pas le régime des mollahs. Pas parce qu'il était une dictature religieuse féroce contre sa propre population, mais parce qu'il refusait de se soumettre aux grandes puissances et surtout à leurs trusts pétroliers qui, avant 1979, considéraient les ressources du pays comme leur appartenant. En tant que relais de la politique des États-Unis dans la région, Israël a depuis mis l'Iran dans son viseur.

Aujourd'hui, il y a parmi les généraux et les dirigeants d'extrême droite israéliens des « faucons », qui pensent que le moment est venu de régler son compte à l'Iran. Jusqu'à présent, l'attitude des États-Unis a été de vouloir empêcher l'embrasement de la région, tout en laissant les mains libres à l'armée israélienne pour qu'elle mène sa guerre sans limite à Gaza. Deux flottes américaines avec porte-avions ont été envoyées en Méditerranée, pour montrer que le parrain américain couvrait les exactions de l'armée

israélienne et que les États de la région devaient se tenir à carreau.

Le gouvernement américain ne semble toujours pas souhaiter l'escalade. Malgré toutes les rivalités affichées, les dirigeants israéliens et iraniens ont su jusqu'à présent coexister, contribuant chacun de leur côté à maintenir l'ordre impérialiste dans cette région, en réprimant les Palestiniens pour les uns, et leur propre peuple pour les autres, comme l'a fait le régime iranien à l'automne 2022.

En provoquant l'Iran, Netanyahu a forcé la main des dirigeants impérialistes, les obligeant à réaffirmer leur solidarité totale avec Israël, quelles que soient les réserves qu'ils ont pu faire sur sa politique à Gaza. Mais au bout du compte, ce sont les grandes puissances qui décident. Ce sont elles qui accepteront, voire provoqueront l'extension régionale du conflit, si elles considèrent que c'est nécessaire à leur domination.

La tension qui monte dans cette région est à l'image de ce qui se passe à l'échelle mondiale. Toutes les grandes puissances se préparent à la guerre et ont augmenté leurs budgets militaires.

Cela dépasse les conflits du Moyen-Orient et de l'Ukraine. Car tout l'ordre économique mondial, reposant sur le pillage des matières premières et l'exploitation des populations au profit de grands trusts occidentaux, est constitué de rivalités innombrables menaçant de basculer vers la guerre.

Cela nous concerne au plus haut point. Car c'est en notre nom que nos dirigeants agissent. En tant que travailleurs, nous devons dénoncer cette domination, ce pillage et ces guerres dans l'intérêt de groupes capitalistes qui sont nos propres exploiters. Et soyons certains que notre gouvernement veut nous préparer à être nous aussi de la chair à canon, exactement comme le sont déjà les travailleurs d'Ukraine, de Russie, d'Israël, de Palestine et de bien d'autres pays.

Nous devons refuser cet avenir-là. Ce combat est le même que celui que nous avons à mener contre nos exploiters pour notre survie économique. La classe capitaliste qui nous exploite est aussi celle qui nous enverra sur les champs de bataille.

Nathalie Arthaud



Systeme anti-missile au-dessus d'Ashkelon, en Israël, le 14 avril.

REUTERS

Fonctionnaires : face aux attaques, une seule classe ouvrière

Mercredi 10 avril, Stéphane Guerini, ministre des différentes fonctions publiques, a lancé une véritable déclaration de guerre à tous les salariés de ces secteurs.

Selon Guérini, il faudrait en finir avec le prétendu tabou du licenciement, en finir avec les augmentations générales, introduire des réorganisations dans différents domaines, remettre en cause de nombreux droits...

Il y a officiellement 5,7 millions de travailleurs dans l'administration, l'enseignement, les hôpitaux, La Poste, les collectivités locales, etc. Ils sont en réalité bien plus, si l'on compte les contrats temporaires, les intérimaires, les sous-traitants. En fait, 3,7 millions de ces salariés seulement sont fonctionnaires de l'État, de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale, mais l'offensive gouvernementale concerne l'ensemble des travailleurs de ces secteurs.

Les organisations, les grilles hiérarchiques, les organismes dits paritaires

sont un leurre, car ils sont sous la seule autorité des administrations, donnant l'illusion d'une concertation mais visant à embrouiller la conscience des travailleurs. Le statut dit protecteur de la fonction publique est autant une illusion qu'un piège. Car, quand l'État a voulu se débarrasser en masse de fonctionnaires, il ne s'est jamais embarrassé de ce fameux statut protecteur. Il faut se rappeler le sort des salariés titulaires de ce statut chez France Télécom, devenu Orange. Une attaque a été déclenchée en 2006 pour liquider des dizaines de milliers d'emplois, et elle a été si brutale qu'elle a débouché sur une épidémie de suicides. Et aujourd'hui les travailleurs de La Poste, fussent-ils fonctionnaires, pourraient témoigner de leurs angoisses et de ce qu'ils doivent subir.

Ces divisions entretenues

entre travailleurs aboutissent à des différences de rémunération inacceptables. Selon un document officiel, en 2022 les salaires dans la fonction publique hospitalière auraient augmenté de 2,9 %, quand ceux des travailleurs considérés comme contractuels, soit près du quart des effectifs, auraient baissé d'environ 1 %. Cette division entre travailleurs est non seulement totalement injuste, mais elle est un piège dans lequel, malheureusement, les directions syndicales les enferment.

Car, si la CGT et Force ouvrière appellent à la mobilisation contre les projets de Guerini et du gouvernement, elles restent totalement silencieuses sur ces divisions. En mettant en avant comme point principal la défense du statut, elles rejettent de fait des centaines de milliers de travailleurs qui seraient indispensables au succès de futures luttes.

Le passé l'a prouvé, c'est seulement quand la classe ouvrière a brisé les divisions



artificielles et s'est engagée d'elle-même dans la lutte, toutes catégories confondues et sans consignes, qu'elle a pu inverser le rapport de force. En 1953, partie d'un bureau de poste de Bordeaux, la grève s'est étendue à tous les services publics du pays en plein été, mettant tous les transports publics à l'arrêt. Cette grève victorieuse contre les décrets-lois Laniel a marqué un changement durable du rapport de force entre la classe ouvrière, le patronat et les gouvernements.

L'attaque annoncée contre les travailleurs de la fonction publique est un signal du gouvernement : il

va récupérer des milliards aux dépens de ses travailleurs et encourage ainsi le patronat à faire de même avec ses propres salariés. Il s'agit bien d'une attaque contre l'ensemble du monde du travail.

Les particularismes, le corporatisme, les fausses concertations et les fausses protections par des statuts divers sont autant de pièges visant à limiter et à émietter les réactions de la classe ouvrière. Forte de plus de 27 millions de salariés, c'est son unité dans la lutte qui peut mettre à la raison le patronat et ses serviteurs à la tête de l'État.

Paul Sorel

HLM : le gouvernement s'en prend aux locataires

Le ministre du Logement, Guillaume Kasbarian, veut inscrire dans un projet de loi, présenté en mai au Conseil des ministres, l'obligation pour les organismes de HLM d'examiner régulièrement les revenus des locataires et, s'ils dépassent certains montants, de relever leur loyer, voire de mettre fin à leur bail.

Pourtant, ces contrôles existent déjà et les sanctions aussi. Quand l'organisme de HLM s'aperçoit que le locataire dispose de ressources dépassant de plus de 20 % le plafond, le loyer est majoré d'un surloyer. Huit mille locataires par an quittent leur logement après avoir reçu une lettre de mise en demeure. Mais le ministre

déclare vouloir aller beaucoup plus loin et s'en prendre à plus de 8 % des locataires de HLM, autrement dit 400 000 ménages ou personnes isolées qui, selon lui, n'auraient pas droit à un logement social s'ils en demandaient un aujourd'hui.

Voilà donc la solution miracle pour répondre à la crise du logement : il n'est

plus besoin de construire des HLM puisqu'il suffit d'en dégager une partie des locataires pour en mettre d'autres, plus pauvres ! Avant de vouloir expulser les familles « trop riches », Kasbarian avait voulu expulser les « trop pauvres. » L'année dernière, quand il n'était encore que député, il avait proposé une peine de six mois de prison à l'encontre des locataires qui refusent de quitter leur logement à la suite d'un jugement d'expulsion. Il n'avait pas été suivi, mais la loi a tout de même prévu une amende de 7 500 euros et une accélération de la procédure qui conduit à l'intervention de la police.

Pour ne pas dépenser de quoi adapter le parc locatif aux besoins de la population, ce ministre tente d'adapter la population au parc locatif.

Jean Sanday

AGENDA



Fête de Lutte ouvrière à Marseille

Dimanche 5 mai à partir de 11 heures

à Gardanne, dans le parc forestier de Valabre, (D7, entre Gardanne et Luynes)

À 15 heures, débat avec Nathalie Arthaud





La campagne de Lutte ouvrière : dans les usines et les quartiers populaires

Dans les médias, la campagne électorale des européennes a officiellement commencé lundi 15 avril, avec la mise en place du principe de « l'équité » entre les listes. En fait, ce mot ne signifie rien.

Ceux qui occupent la place sur les plateaux de télévision et à la radio continueront de le faire, car équité ne veut surtout pas dire égalité de temps de parole. Quant à la presse écrite, elle n'est assujettie à aucune règle.

Les temps de parole seront certes mesurés précisément, mais les chaînes

sont priées de respecter dans leurs invitations « la représentativité des listes de candidats et des partis ». Selon quels critères? « En fonction des résultats obtenus lors de la dernière élection des représentants au Parlement européen et aux plus récentes élections, et en fonction des indications de sondages d'opinion », explique

l'ARCOM, l'institut prétendant veiller au pluralisme dans le domaine de l'audio-visuel. Il ajoute qu'il faut « également tenir compte de la contribution de chacune des listes de candidats et de leurs soutiens à l'animation du débat électoral ».

Ce cadre extrêmement flou permet aux chaînes de télévision de faire ce qu'elles veulent, et confie aux grands partis politiques un monopole sur l'opinion publique, malgré tout le rejet qu'en réalité ils peuvent susciter. Ainsi, tout contribue à ce que les électeurs soient convaincus de n'avoir le choix qu'entre des candidats qui, tout en se critiquant et parfois en s'insultant, sont « tous les mêmes ». En effet ils se retrouvent dans la volonté d'accepter cette société dont ils prétendent être des responsables. Cette prétention est

un mensonge grossier, car les maîtres de cette société sont les grands capitalistes, qui ne soumettent pas leur pouvoir au vote. Même lorsqu'ils ne se mêlent pas directement d'élections, ils savent dicter leur politique à ceux qui se font élire.

Dans cette situation, beaucoup de travailleurs s'abstiennent, voire ne sont même plus inscrits sur les listes électorales. Mais s'abstenir, c'est se taire. Le bulletin de vote pour la liste Lutte ouvrière veut être un moyen de dire que l'on accepte pas cette société qui rend l'immense majorité de plus en plus misérable, alors que la classe capitaliste s'enrichit comme jamais. Il veut être un moyen d'affirmer que la classe ouvrière représente des millions de personnes qui font tout tourner et que cette classe, en collaboration avec toutes les

autres couches opprimées, dirigerait la société d'une façon infiniment plus rationnelle que la bourgeoisie, car elle le ferait dans l'intérêt général et non pas pour le profit d'une infime minorité. Il veut être un moyen de dénoncer la marche à la guerre que sont en train de nous imposer ceux qui nous dirigent, et qui mène à la catastrophe.

Le vote Lutte ouvrière sera sans doute une voix moins forte que celles qui défendent ce système, derrière Macron, Le Pen et bien d'autres. Mais cette voix venant du camp des travailleurs sera la seule représentant une perspective d'avenir pour l'humanité. Tous ceux qui feront le geste de voter Lutte ouvrière, et d'entraîner leurs proches à le faire, contribueront à la renforcer.

Pierre Royan

Meeting



**avec Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier**

Vendredi 26 avril, à 20 heures

**Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor – Paris 5^e**

Métro Maubert-Mutualité – Entrée libre

Kévin Gardeau, agent de propreté urbaine à Tours

Candidat sur la liste de Lutte ouvrière, je m'appelle Kévin Gardeau, j'habite à Joué-les-Tours et travaille comme agent de propreté urbaine à Tours Métropole.

Avec mes collègues, nous nettoyons et entretenons l'ensemble des rues de la ville. Depuis des années, faute de moyens suffisants, nous constatons la dégradation continue des services rendus à la population, à commencer par celle des quartiers les plus pauvres. Nos conditions de travail se dégradent à grande vitesse, et nos salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie. Nous avons mené des grèves en 2022 et 2023, avec de nombreux services

de la métropole, propreté urbaine, éboueurs, égoutiers, jardiniers, etc. Grèves grâce auxquelles nous avons pu obtenir certaines augmentations. Mais, malgré cela, l'inflation continue de ronger notre pouvoir d'achat.

Je suis communiste révolutionnaire, car je pense que seuls les travailleurs sauront organiser et gérer la société dans l'intérêt de l'ensemble de la population laborieuse et des classes populaires. Je pense que seuls les travailleurs auront la



force, lorsqu'ils se mobiliseront massivement, de renverser ce système capitaliste dépassé, afin de sortir l'humanité du marasme économique, écologique et militaire dans lequel la grande bourgeoisie capitaliste est en train de nous plonger.

Site de campagne : lutte-ouvriere.org/portail/europeennes-2024

Souscription

Sur le plan financier, comme pour populariser ses idées, une liste composée de travailleuses et de travailleurs ne peut compter que sur le soutien et les efforts des classes populaires. La souscription ouverte pour financer la campagne permet d'aider Lutte ouvrière à s'exprimer dans ces élections.

Renseignements et modalités sur le site Internet de campagne.

Économie de guerre: plus de bombes, moins d'hôpitaux

En inaugurant l'extension d'une usine de poudre à Bergerac, Macron, flanqué du ministre des Armées et de celui de l'Économie, a vanté la mise en place d'une « économie de guerre », qu'il annonce durable car « la guerre est une réalité dans laquelle nous allons vivre durablement ».

La situation au Moyen-Orient, la guerre qui fait rage en Ukraine ou les tensions en mer de Chine dopent un marché de l'armement déjà florissant. Parmi bien d'autres matériels, l'armée française a livré à l'Ukraine, qui devra tôt ou tard les rembourser, une trentaine de canons Caesar à 3 ou 4 millions d'euros pièce et des dizaines de milliers d'obus de 155 mm.

Pour remplacer ces canons et fournir des obus, les industriels qui interviennent dans leur construction sont encouragés, avec l'aide sonnante et trébuchante de l'État, à doubler les capacités de production et à raccourcir les délais. Ainsi, à Bergerac, l'État a dépensé 60 millions d'euros pour porter la production à 1 200 tonnes de

poudre par an.

Le même jour, Macron s'est vanté d'avoir porté les commandes militaires de 15 milliards d'euros par an sous son premier quinquennat, à 20 milliards sous le deuxième. Il a assuré que la loi de programmation militaire, en hausse de 100 milliards d'euros, serait sanctuarisée, échappant aux coupes budgétaires que le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, veut imposer au pays.

Cette annonce-là n'est pas une promesse de campagne. Fin mars, Stéphane Lecornu, ministre des Armées, a révélé que le montant total des matériels militaires, avions, navires, missiles, drones, en cours de commande chez Thales, Airbus, Dassault et Cie s'élevait à 34 milliards d'euros,

soit le coût de construction de cent hôpitaux.

La mise en chantier d'un porte-avions de nouvelle génération, le PANG, prévue pour début 2026 et dont le coût initial est estimé à 10 milliards d'euros, aiguise les appétits. Naval Group, qui prévoit dix millions d'heures de travail et quinze ans d'activités pour le construire, vient d'annoncer un investissement de 100 millions d'euros pour adapter son outil de production. Des centaines d'entreprises, des chantiers navals aux électroniciens en passant par une multitude d'équipementiers, vont gonfler leurs profits avec cette construction.

Depuis janvier, les deux frégates françaises qui se relaient en mer Rouge, pour jouer les shérifs de la mer face aux rebelles Houthis, ont tiré 22 missiles Aster, chacun coûtant près d'un million d'euros, pour détruire des drones à 20 000 euros. Pour les remplacer, le ministère des



Armées vient de commander 200 missiles au groupe MBDA, pour la bagatelle d'un milliard d'euros.

Ainsi, sans même que la France soit officiellement en guerre, les profiteurs de guerre s'enrichissent. Les classes populaires

paient la mise en place de l'économie de guerre: les écoles, les hôpitaux et les transports publics sont laissés à l'abandon, pour construire des engins de mort sans la moindre utilité sociale.

Xavier Lachau

Macron à la poudrerie: les emplois de demain et les morts d'après-demain

Macron s'est rendu jeudi 11 avril sur le site d'Eurengo à Bergerac, en Dordogne, où depuis deux ans les lignes tournent à plein régime pour fabriquer des propulseurs d'obus de 155 mm principalement destinés au front ukrainien.

Dans cette ancienne poudrerie qui s'étale sur plus de 100 hectares à la sortie de la ville, une bonne partie des activités étaient arrêtées depuis le début des années 2000. Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, de nouvelles lignes ont été aménagées, pour fabriquer des charges modulaires propulsant les obus pour les canons Caesar. Une centaine d'intérimaires ont depuis été recrutés. Le travail se fait désormais en équipe, sept jours sur sept, 24 heures sur 24. Les cadences augmentent et les chefs insistent depuis quelque temps déjà sur l'économie de guerre pour « produire plus et plus vite ». Les risques d'accidents sont réels: il y a deux

ans, lors d'une opération de maintenance, une explosion a fait huit blessés, dont un grave.

Macron a fait le déplacement pour inaugurer de nouveaux bâtiments qui abriteront une usine de fabrication de poudre à explosif. Il a ainsi pu claironner sur la relocalisation de la fabrication de poudre, qui se traduirait par « davantage de richesse », de « souveraineté industrielle » et la création d'une centaine d'emplois. Et tous les notables et responsables politiques locaux qui l'accompagnaient, du PS au RN, y sont allés de leur couplet sur la « grande opportunité pour le bassin de l'emploi du Bergeracois. »

La visite de Macron avait tout d'une mise en

scène méticuleusement relayée par les médias. Mais une bonne partie de la ville était bouclée pour éviter tout contact avec la population et, petit bémol, quand il s'est adressé à une trentaine de jeunes lycéens et apprentis pour demander qui serait intéressé par un futur travail dans la poudrerie, une seule main s'est levée.

Dans la délégation, les ministres de l'Économie et des Armées étaient de la partie, tout comme les plus grands patrons de l'armement, les PDG de Thales, Dassault, MBDA, Naval Group. Ceux-là peuvent se frotter les mains, avec toutes les commandes et subventions qui pleuvent sur le secteur.

Mais, pour les soldats

et les civils qui tomberont sous les obus fabriqués à Bergerac, les ouvriers qui s'échinent en 3x8 ou les habitants qui craignent de voir exploser les tonnes de poudre fabriquées et stockées à quelques centaines de mètres de chez eux, toute cette mise en scène ressemble à une comédie macabre.

Correspondant LO

Calais: un militant attaqué

Grégory Lefebvre, militant LFI et gilet jaune à Calais, est accusé d'avoir scandé le slogan: « Darmanin assassin, t'as du sang sur les mains » lors de la manifestation du 23 septembre 2023 contre le racisme et les violences policières, suite à la mort de Nahel. Il risque 15 000 euros d'amende et un an de prison pour « outrage envers Monsieur le

ministre Darmanin ».

En attaquant ce militant, la justice s'attaque en fait à tous ceux qui manifestent contre la politique de Macron et Darmanin. Elle cherche à faire taire tous ceux qui dénoncent le droit que les policiers s'arrogent de tirer sur des jeunes, la violence de l'État français, le harcèlement des travailleurs étrangers accusés d'être

responsables du chômage, de la misère et de la dégradation des conditions de vie dans les cités.

Pour continuer à servir le patronat et à l'arroser de milliards alors que la crise économique s'aggrave, l'État est de plus en plus répressif envers les classes populaires et les militants. Grégory Lefebvre doit être relaxé.

Correspondant LO

Flamme olympique: allumer le fric

Le tintamarre olympique est monté d'un cran mardi 16 avril avec l'allumage de la flamme à Olympie. Le gratin politico-médiatico-sportif s'était déplacé pour l'occasion et a régalé la planète de ses commentaires sur ce prétendu moment de paix et de fraternité.

Les journaux télévisés ont donc partagé leurs écrans ce jour-là entre la flamme ranimée par les prêtresses en costume d'époque et l'attente d'une attaque israélienne contre l'Iran, la poursuite des massacres à Gaza, au Soudan et dans tant d'autres pays, la guerre en Ukraine,

et la préparation de la guerre partout ailleurs.

Dans son parcours télévisé, la flamme ne rencontrera ni la pauvreté, ni la faim, ni les douaniers. Elle ne passera pas par les camps de détention des migrants en Grèce, ne traversera pas la Méditerranée sur un radeau

et, en arrivant à Marseille, n'ira ni en rétention, ni mendier au coin d'une rue, ni même dans une de ces cités occupées par les dealers.

En débarquant en France, la flamme olympique remplira son office: réchauffer la cupidité propre aux bourgeois petits et grands qui veulent profiter de l'occasion. Il en coûtera 180 000 euros pour voir la flamme passer dans son département, sans compter les frais spécifiques à chaque

commune, de façon à espérer, comme lors du Tour de France, faire connaître des spécialités locales. La flamme, protégée jour et nuit par dix-huit policiers, éclairera donc tout ce qui se vend: de Gaulle et la gastronomie, le Mont Saint-Michel et le Saint-Émilion, le parc d'attractions contre-révolutionnaire du Puy du Fou et la base de Kourou, Macron et LVMH, Jeanne d'Arc et Coca Cola, sponsor officiel du parcours de la flamme.

Macron affirme que les jeux auront coûté deux milliards «à la nation» et rapporteront «six milliards à deux mille entreprises.» On saura un jour si ces chiffres sont avérés. Mais on sait déjà que la population paiera les deux milliards par la disparition de services publics utiles, et que les bénéficiaires iront dans les caisses de quelques très grands groupes du BTP et des médias.

Paul Galois

La chasse aux pauvres

Mercredi 17 avril, l'évacuation par la police des 300 sans-abri du squat de Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Marne a commencé.

Le site, d'anciens bureaux inutilisés, a compté jusqu'à 450 personnes, dont de nombreux travailleurs et des enfants scolarisés. Beaucoup avaient déjà été chassés d'une ancienne cimenterie de l'Île-Saint-Denis, elle aussi transformée en bureaux puis abandonnée, toute proche du Village

olympique.

Cette infamie est la suite des expulsions qui se sont multipliées à l'approche des Jeux Olympiques, comme le dénoncent les 80 associations du collectif Le revers de la médaille. Chaque semaine, en région parisienne, un camp ou un squat collectif est démantelé par

la police.

Le gouvernement avait mis en place en 2021 un système visant à disperser sur le territoire les demandeurs d'asile sans domicile. Celui-ci a ensuite été élargi à l'ensemble des SDF avec l'ouverture de dix centres temporaires –les «sas»– en mai 2023, sous prétexte qu'il n'y aurait pas assez de place dans les hôtels pour les héberger durant la coupe du

monde de rugby et les JO.

Il est probable que des hôteliers habitués à faire leur chiffre grâce aux dispositifs d'hébergement d'urgence espèrent multiplier leurs gains avec l'afflux de touristes... Mais ce prétexte sordide est de toute façon largement mensonger. Bien peu de SDF ont été hébergés dans des hôtels.

Les membres du collectif soulignent que de moins en moins de personnes concernées acceptent de monter dans les cars en direction des «sas» de province. Celles qui refusent sont renvoyées directement à la rue,

et les autres se retrouvent hébergées pendant une ou deux semaines, avant bien souvent de se retrouver sans autre choix que de revenir vers la capitale. En effet, aucun suivi de long terme n'est prévu, le Samu social est saturé partout et les personnes expulsées se retrouvent encore plus isolées qu'en région parisienne.

Comme tous les États ayant organisé ce genre d'événements sportifs avant lui, l'État français chasse les pauvres pour faire place nette à l'approche des Jeux Olympiques.

Sacha Kami



Incursion au pied de l'Arc de triomphe de Paris pour dénoncer la situation des sans-abri.

Un pass déjà vu

Pour les médias, Darmanin s'est une fois de plus mis en scène comme le grand organisateur de la sécurité des Jeux Olympiques.

Il a détaillé l'organisation de zones à circulation limitée ou carrément interdite lors des épreuves sportives, en particulier lors de la cérémonie d'ouverture du 26 juillet, et même avant.

Le périmètre Silt (Sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme) comprenant les deux rives de la Seine, l'île de la Cité, les quartiers du Trocadéro et une partie des 15^e et 16^e arrondissements,

ainsi que les gares proches de la Seine, deviendra ainsi une zone verrouillée. Quatre ponts sur la Seine seront ouverts à la circulation automobile, mais il sera interdit de s'y arrêter.

Une semaine avant le spectacle, les habitants, y compris ceux des péniches, leurs invités, les personnes travaillant dans le secteur devront s'être inscrits sur une plateforme qui, après

vérification de leur identité et de leur bon droit, leur délivrera un QR code. C'est munis de ce pass et en présentant leur carte d'identité qu'ils pourront vaquer à leurs occupations, ou rentrer chez eux dans cette zone surveillée par 45 000 policiers et gendarmes.

«Une fois dans ce périmètre, votre liberté sera totale», a conclu Darmanin. Sans doute un trait d'humour de ministre de l'Intérieur...

Sylvie Maréchal



Nos lecteurs écrivent Pour deux euros, on n'a rien

Tous les écoliers du CP au CM2 vont recevoir une pièce de deux euros commémorative des Jeux Olympiques 2024, accompagnée d'un livret de sensibilisation à la thématique des JO.

Au moment où le gouvernement prétend faire 10 milliards d'économies budgétaires, cela passe mal chez les enseignants. Deux euros pour tous les élèves de l'école élémentaire du pays, c'est 16 millions d'euros, l'équivalent de plus de 300 postes d'enseignants sur une année.

Ce petit cadeau fera peut-être plaisir sur le moment, mais pour les enfants du quartier où je travaille, les JO sont bien loin, même si un site olympique est à quelques pas de chez eux. Le prix des places est tel qu'ils ne pourront regarder

les sportifs qu'à la télévision. Nos élèves n'ont pas besoin de deux euros pour s'intéresser aux différents sports, qu'ils pratiquent souvent eux-mêmes, entre copains ou dans des clubs.

Ils n'ont pas besoin non plus qu'on leur explique que des enseignants manquent, quand des collègues malades ne sont pas remplacés. Cette leçon-là de l'école, le gouvernement ne l'a certainement pas prévue, mais elle n'est que le juste rendu de sa pièce.

**Un instituteur
des Yvelines**

Éducation nationale : faire et défaire, ce n'est pas recruter

Volant la vedette à sa ministre de l'Éducation nationale pour brasser du vent, Emmanuel Macron a annoncé une nouvelle modification des modalités de recrutement des enseignants.

En dix ans, ce sera la quatrième réforme des concours, ce qui n'empêche pas que de nombreux étudiants renoncent à devenir enseignants, tant les salaires sont peu élevés, tant les conditions de travail se sont dégradées ces dernières années. La toute dernière modification du recrutement des enseignants avait été initiée par l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lors du premier quinquennat de

Macron. Blanquer prétendait résoudre les problèmes en imposant de passer les concours d'enseignement cinq ans après le bac et avait créé les INSPE, les Instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation.

Le gouvernement prévoit de revenir à une formation en trois ans, de créer une licence, d'abord pour les professeurs des écoles. Les futurs enseignants, une fois le concours obtenu, seront encadrés pendant un

an, puis stagiaires pendant une autre année. Ils seront payés 900 euros la première année, et 1800 euros net la seconde année.

Le projet vise à couvrir les postes à moindre coût. Le gouvernement mise sur l'appauvrissement croissant d'une partie des étudiants pour qu'ils renoncent à d'autres projets et deviennent enseignants. Quant aux salaires et aux conditions d'enseignement, ils ne seront pas améliorés. En tout cas, il montre encore une fois, s'il en était besoin, que l'éducation des jeunes est le cadet de ses soucis.

Aline Urbain



Manifestation de professeurs le 1^{er} février 2024.

Campus scolaire – Coulommiers : les grévistes disent “stop!”

Le lycée professionnel de Coulommiers, en Seine-et-Marne, était en grève les 4 et 5 avril, veille des vacances de printemps.

La majorité des enseignants et les autres membres du personnel éducatif protestaient ainsi contre l'autoritarisme et l'irresponsabilité du proviseur.

Le problème se pose depuis son arrivée en septembre 2022. Cette fois, un incident récent a été celui de trop, un groupe d'élèves et de jeunes de l'extérieur

ayant pénétré dans le lycée, le 21 mars, pour provoquer une bagarre avec d'autres élèves et avait blessé l'un d'entre eux au crâne. Les pompiers et la police sont intervenus, mais la direction, qui n'avait même pas déclenché l'alerte intrusion, n'a fait aucune communication. Les enseignants ont été choqués de constater le

retour en classe des agresseurs, les victimes étant ainsi obligées de les côtoyer. Le lendemain, de nombreux professeurs ont donc cessé le travail et se sont rassemblés dans la cour principale du lycée.

Face aux difficultés de fonctionnement, la direction ne sait qu'imposer ses décisions sans aucune concertation. C'est le cas pour la répartition des classes et les emplois du temps, ainsi que pour le

suivi des élèves par l'équipe de vie scolaire. Pire, la direction sape les efforts du personnel en le désavouant et s'est fait une spécialité de paroles aussi stupides que méprisantes. «*Encore de quoi faire une cocotte en papier*», a répondu l'adjointe de direction au sujet du dépôt d'une fiche d'alerte. «*Je n'ai pas de comptes à rendre aux inférieurs*», a affirmé le proviseur aux grévistes le 4 avril.

Le rectorat, pour l'essen-

tiel, couvre la direction, au point que des collègues découragés envisagent de partir. La grève des 4 et 5 avril va-t-elle inverser la vapeur? En tout cas, tous avaient plaisir à se retrouver nombreux en salle des professeurs, à préparer ensemble des banderoles, à organiser la distribution d'une lettre aux parents dénonçant la situation. La conscience qu'unis on est plus fort redonne de l'élan!

Correspondant LO

École d'art – Angoulême : menace de fermeture

Entre le 26 mars et le 4 avril, étudiants, enseignants et employés ont occupé leur École européenne supérieure de l'image (EESI) d'Angoulême, menacée d'une fermeture partielle.

L'an dernier, alors que les élèves et le personnel étaient sous la menace d'une baisse de budget et d'une spécialisation de l'école, celle-ci avait déjà été occupée pendant plusieurs semaines. Puis, fin février, Rachida Dati, la nouvelle ministre de la Culture, a décidé la fermeture de 33 écoles d'art. À Angoulême, cela s'est traduit par l'annonce du déplacement de la partie générale du diplôme à Poitiers, pour ne garder que la spécialisation BD. Si la fermeture

de cette partie est effective, élèves et enseignants devront se déplacer à Poitiers.

Les fermetures d'écoles d'art font suite au plan d'économies annoncé par Bruno Le Maire le 19 février, qui cherche à réduire de 10 milliards d'euros les dépenses de l'État car, dit-il, l'argent manque pour rembourser la dette. Or, de l'argent, il y en a. Le mois dernier, le Pôle Image Magelis, une structure qui s'occupe du développement économique dans le secteur de l'image – c'est-à-dire

de la distribution des subventions publiques aux entreprises privées – a annoncé 17 millions d'investissement pour la construction de nouveaux locaux, alors que ceux de l'école actuelle ont bien besoin de rénovation. Et ce n'est qu'une goutte d'eau comparé aux 4 milliards des commandes de navires de guerre que l'État a passées en 2023 à Naval Group, dont une entreprise se trouve à Ruelle-sur-Touvre, à quelques kilomètres.

Des milliards pour préparer la guerre et un enseignement qui s'appauvrit, c'est bien cela qu'il ne faut pas laisser faire.

Correspondant LO

LP Michotte – Cayenne : soutien aux élèves sans papiers

Mardi 9 avril, les enseignants du LP Michotte de Cayenne ont débrayé pour exprimer leur indignation. Bon nombre de jeunes scolarisés en Guyane sont sans papiers. Ils se retrouvent bloqués après leur lycée, au moment d'effectuer une formation post-baccalauréat ou des études supérieures, qui n'existent souvent pas, ou peu, en Guyane. Faute de titre de séjour, ils ne peuvent pas aller étudier en métropole ou aux Antilles. Or les délais sont longs et les démarches, soumises à de nombreux critères, en découragent plus d'un.

C'est injuste et cynique : la France refuse les titres de séjour ou les régularisations, notamment aux jeunes Haïtiens mais, étant donné la situation en Haïti, les travailleurs sont coincés en Guyane dans une situation administrative qui ravit les patrons, qui peuvent les embaucher pour des salaires de misère.

L'action a été bien suivie par les enseignants, qui ont raison de protester contre cette situation injuste. La seule solution, c'est la régularisation de tous les sans-papiers.

Correspondant LO

Israël-Iran: Netanyahu rappelle son utilité pour l'impérialisme

En bombardant le consulat iranien de Damas le 1^{er} avril et en tuant un des plus hauts responsables de l'armée iranienne, le Premier ministre israélien Netanyahu a provoqué l'Iran, en sachant qu'il obligeait ce pays à réagir militairement. Mais ainsi, en quelques heures, Israël a pu troquer son image de bourreau des Palestiniens pour celle de petit pays menacé par l'Iran.

Pourtant, alors qu'en six mois des dizaines de milliers de Palestiniens ont été tués à Gaza, le régime iranien n'a quasiment pas réagi. Lui qui se présente comme un des plus farouches défenseurs de la cause palestinienne n'a fait que menacer Israël en paroles. Et son allié le plus puissant, le Hezbollah libanais, a eu la même attitude. Lorsqu'en janvier l'armée israélienne a tué, par une attaque de drone, le numéro deux du bureau politique du Hamas qui vivait à Beyrouth dans un quartier bastion du Hezbollah, c'était déjà une provocation. Mais

malgré des discours dans lesquels le chef de ce parti annonçait qu'il ferait payer à Israël « par le sang » le prix des civils tués au Liban, les combats frontaliers entre les milices du Hezbollah et l'armée israélienne sont restés très mesurés, bien calculés de part et d'autre.

En fait, les dirigeants iraniens comme ceux du Hezbollah veulent visiblement éviter d'entrer en guerre avec l'armée israélienne, sachant que derrière elle il y a toute la puissance militaire des États-Unis. Leur propagande en faveur des Palestiniens et leurs slogans contre « Israël,

le petit Satan » sont surtout un moyen de faire diversion face à la contestation sociale dans leur propre pays, tout en se donnant à bon compte une allure anti-impérialiste.

L'assassinat d'un général iranien dans le consulat de Damas était évidemment un camouflet de trop pour l'Iran. Prétendre jouer le rôle d'une puissance régionale opposée à Israël et ne pas répondre aurait été interprété comme un signe de lâcheté, voire de compromission, par toutes les populations de la région et par leurs alliés.

L'attaque d'Israël par des drones et des missiles iraniens le 13 avril était donc nécessaire pour le régime iranien, en même temps qu'elle était très mesurée. Les dirigeants iraniens ont voulu montrer leur capacité à lancer près de 300 missiles et drones capables d'atteindre Israël. Et leur interception



Le consulat d'Iran à Damas après le bombardement israélien.

très efficace par les armées israélienne et occidentales leur a quand même coûté un milliard de dollars.

En fait, aucun projectile n'a atteint sa cible et on a appris que l'Iran avait informé de cette attaque la Turquie, l'Irak et la Jordanie, de façon que l'information aille jusqu'aux États-Unis. Le ministre iranien des Affaires étrangères a même déclaré: « Nous avons annoncé à la Maison-Blanche dans un message que notre opération serait limitée, minime et viserait à punir le régime israélien. » Et une fois l'opération effectuée, le régime a déclaré que, pour lui, l'affaire était close et qu'il s'estimait vengé.

Il n'est pas encore dit pourtant que les dirigeants israéliens s'en tiennent là. La provocation de Netanyahu a en effet très bien réussi.

À l'unisson, les dirigeants politiques israéliens qui le critiquaient se sont rangés derrière lui. Même ceux qui, encore quelques jours avant, dénonçaient Netanyahu en

accusant sa politique aventuriste de mettre en danger le pays, ont remballé leurs critiques. À l'échelle internationale, les dirigeants de toutes les grandes puissances, de Biden à Sunak et Macron, ont réaffirmé « le droit d'Israël à se défendre ». Ils n'ont pas hésité à mentir pour dénoncer le danger iranien alors que toute la tension avec l'Iran a été provoquée par Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite.

Au fond, alors que sa politique à Gaza suscitait des critiques même de la part de son allié américain, Netanyahu leur a répondu par un rappel: que cela plaise ou non aux dirigeants occidentaux, c'est sur lui qu'ils doivent compter dans leurs manœuvres au Moyen-Orient, notamment contre l'Iran. Son État et son armée sont le bras militaire de l'impérialisme dans la région et ils feraient bien de s'en souvenir, même quand ils formulent quelques critiques.

Pierre Royan

Gaza: le massacre continue

Alors qu'Israël menace désormais d'entraîner tout le Moyen-Orient dans une escalade guerrière, la population de Gaza demeure sous les bombes qui font chaque jour des victimes, sans accès aux soins, à l'eau et à la nourriture, au bord de la famine.

Des manifestants israéliens soutenus par les ministres d'extrême droite s'opposent régulièrement à l'entrée d'aide humanitaire, et le point de passage d'Erez, au nord de la bande de Gaza, est toujours fermé. Yoav Gallant, ministre de la Défense, a promis l'ouverture d'un autre point de passage, moins accessible aux manifestations, mais sans annoncer de date. En attendant, les camions entrent au compte-gouttes, et les largages aériens, dangereux, sont très largement insuffisants.

Après le retrait de l'armée israélienne de Khan Younés, dimanche 7 avril, les milliers de gens qui s'étaient réfugiés à Rafah, à une dizaine de kilomètres plus au sud, sont retournés dans leur ville et n'y ont trouvé que des ruines.

Netanyahu continue de répéter qu'il prépare une intervention au sol à Rafah, sous prétexte d'éliminer le Hamas de cette ville à la frontière de l'Égypte. L'attaque de cette ville où sont concentrés près d'un million et demi d'habitants, dont des centaines de milliers se sont déplacés

depuis d'autres zones de la bande de Gaza et vivent dans la rue, serait une nouvelle catastrophe pour la population. Elle pose aussi des problèmes à l'armée israélienne, ce que traduit la prétendue évaluation des « opérations civiles nécessaires » avant une offensive sur Rafah ordonnée par Gallant. Une date aurait été fixée, selon Netanyahu, sans plus de précision.

En Cisjordanie aussi, la violence est quotidienne. Au moins dix nouvelles colonies auraient été créées de fait par des colons israéliens radicaux pendant les derniers mois, ainsi que des routes d'accès, qui sont autant de terres enlevées aux Palestiniens. Au moins 462 d'entre eux y ont été tués par des militaires ou des colons israéliens depuis le mois d'octobre, selon l'Autorité palestinienne.

Après la riposte iranienne à l'attaque par Israël de son consulat à Damas, en Syrie, Netanyahu a pu vérifier le soutien de ses alliés impérialistes américains, français, britanniques et autres. La population palestinienne et peut-être les autres populations de la région vont continuer à être les victimes de ce rouleau compresseur militaire.

Hélène Comte



Un marché dans les décombres, dans le nord de la bande de Gaza.

Lisez Lutte de classe,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 239 (avril 2024):

- L'Europe et la guerre en Ukraine
- Mer Rouge: un conflit nourri par les interventions occidentales
- Après dix ans de pouvoir de Modi et du BJP, l'Inde à l'heure des élections
- La Coordination rurale et la radicalisation des agriculteurs
- Pesticides: le poison de la course au profit
- Marine marchande: les avatars de l'exploitation au long cours

Prix: 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Russie-Kazakhstan : inondations et incurie du pouvoir

Depuis le début du mois d'avril, la vaste plaine de Sibérie occidentale est la proie d'inondations majeures aux répercussions humaines, économiques et sociales catastrophiques.

Le nord du Kazakhstan, autour notamment de la capitale régionale, Petropavlovsk, est sous les eaux. Le président kazakh a décrété l'état de catastrophe naturelle, « la pire depuis 80 ans ».

En Russie, les régions atteintes sont plus vastes. Elles s'étendent sur 1 500 km depuis le sud de l'Oural, ces montagnes qui marquent la frontière entre l'Europe et l'Asie, jusqu'à la Sibérie occidentale. Des villes comme Orsk, le grand centre industriel Tioumen, Orenbourg et son demi-million d'habitants sont submergées. La fonte des neiges en montagne et la débâcle des glaces couvrant les cours d'eau en hiver ont fait monter leur niveau de 6, parfois 9 mètres. Et cela continue. Plus à l'est, la situation s'aggrave encore. De grands centres comme Omsk et Tobolsk sont envahis par les eaux. À Orsk, 220 000 habitants, la Tobol a noyé même le phare de la ville ! Partout,

les ponts ont disparu sous les flots, les digues cèdent ou menacent de rompre, les villes se transforment en lacs, les barrages hydro-électriques ne fonctionnent plus, bloqués par les boues et les troncs d'arbre. Déjà privés d'électricité, de chauffage, de travail, les habitants de bien des villes n'ont plus d'eau potable, les réservoirs ayant été pollués.

Jusqu'à mi-avril, le pouvoir central n'a rien dit sur la catastrophe, puis le ministre des Situations d'urgence a fini par lâcher que 10 000 bâtiments, dont de grands ensembles, sont inhabitables. Un chiffre qui reste bien inférieur à la réalité que décrit la très officielle agence de presse TASS.

Comme d'habitude en pareil cas, le pouvoir se tait et détourne le regard. Il préfère laisser les autorités locales se débrouiller seules, quitte, après coup, à y choisir quelques coupables pour



Un quartier inondé au nord du Kazakhstan.

apaiser la colère de la population. Car cette colère est là.

Ainsi, à Orsk, elle a éclaté alors que les sinistrés se trouvent depuis des jours dans un dénuement complet. Des vidéos ont montré des centaines de manifestants se rassemblant devant la mairie pour appeler à la démission du maire, qui se cachait et dont le fils venait, avec sa famille, de fuir le pays pour s'installer dans un appartement de luxe acheté à grands frais à... Dubaï !

Certains manifestants demandaient « Aidez-nous ». Mais d'autres clamaient « Une honte ! », à l'adresse de ce maire qui a attribué en tout et pour tout 20 000 roubles (200 euros) à ceux qui ont tout perdu. L'un d'eux criait même : « Les responsables, on les ramènera au bout de nos

fourches ! »

Fidèle chien de garde, le parquet régional avait pourtant menacé de ses foudres, et de prison, quiconque participerait à un rassemblement, illégal du fait de l'état d'urgence.

Poutine n'a toujours pas annoncé si et quand il se rendrait sur place. On imagine pourquoi. Il attend la décrue des eaux, et surtout de la colère des petites gens, pour jouer la comédie dans laquelle il excelle : celle du bon tsar secourant « son » peuple, maltraité par les boyards, les barons russes du Moyen Âge, dont gouverneurs et maires seraient les héritiers dans les régions.

En attendant, il a laissé ses lieutenants prétendre que « la situation est sous contrôle », que « les autorités locales ne se

plaignent de rien » – entendre, ne se sentent pas abandonnées. Après la version russe du « Tout va très bien, Madame la Marquise... », les cantiques : le 11 avril, des gens du ministère des Situations d'urgence ont survolé la région de Kourgan, avec à leur bord une icône de la Vierge et quatre popes bénissant les sinistrés.

Un peu d'eau bénite sur les inondations comme aide venue du ciel : voilà qui illustre le cynisme et l'impéritie d'une bureaucratie russe repue et pillarde. Ses chefs, qui savent à quoi s'en tenir sur le prétendu amour de leur peuple, préfèrent donc attendre avant d'atterrir dans des contrées où les fourches pourraient être de sortie...

Pierre Laffitte

Espagne : le gouvernement "de progrès"... vers la guerre

Depuis le mois de mars, l'OTAN utilise la base navale de Maó, à Minorque dans les Baléares, sa troisième base militaire en Espagne après celles de Rota et de Carthagène.

Pedro Sanchez, le président socialiste du gouvernement espagnol, a pourtant bien essayé d'avoir une attitude un peu différente des autres dirigeants

occidentaux ces derniers mois. Lors du dernier sommet européen, il demandait à ses alliés de baisser le ton belliciste. Il avait été aussi dans les premiers à critiquer

Netanyahou en novembre, et il parle même de reconnaître un État de Palestine dès cet été.

Par ces déclarations Pedro Sanchez essaie de ne pas se couper des milieux de gauche, dont les traditions anti-guerre et anti-OTAN remontent aux années 1980. Le Parti socialiste refusait

alors l'entrée dans l'OTAN, avant de faire campagne pour y entrer quelques années plus tard. En 2003, au moment de la guerre en Irak, les manifestations contre la guerre avaient rassemblé des millions de personnes. Elles avaient donné un nouveau souffle à la Gauche Unie, liée au Parti communiste espagnol, dont plusieurs des membres, telle la ministre du Travail, Yolanda Diaz, sont au gouvernement aujourd'hui. Sanchez donne donc le change et laisse pour le moment le rôle du va-t-en-guerre à la ministre de la Défense, Margarita Robles, qui affirmait il y a peu que « la menace de guerre en Europe est réelle » et que la société « n'en est pas consciente ».

Au fond, le gouvernement espagnol a bien les deux pieds dans le camp impérialiste. À la nouvelle base des Baléares, qui va servir aux destroyers américains pour

des opérations en Méditerranée, s'ajoutent les 2 400 militaires espagnols présents en Europe de l'Est et au Moyen-Orient ainsi que les bateaux de guerre espagnols qui ont accompagné le porte-avions américain en Méditerranée en octobre dernier. Par ailleurs, le gouvernement a voté l'an dernier un budget militaire de 27 milliards d'euros, le plus important de l'histoire récente. Enfin l'Espagne, 15^e économie mondiale, est le 7^e exportateur d'armes au monde et compte Israël parmi ses clients.

Dans les années 1950, les États-Unis ont intégré l'Espagne de Franco dans le dispositif de l'OTAN. Depuis, les gouvernements espagnols successifs sont restés dans la ligne. C'est plus que jamais le cas aujourd'hui avec les socialistes et leurs alliés de la gauche dite radicale et citoyenne.

Adrien Baye



Manifestation le 7 avril à Maó, aux Baléares, contre la présence des troupes de l'OTAN.

Union européenne : non au pacte antimigrants !

Le Parlement européen a adopté mercredi 10 avril un ensemble de dispositifs hypocritement appelé Pacte migration et asile, qui durcit encore l'arsenal des mesures antimigrants.

Cet ensemble de règlements prévoit d'accélérer et de faciliter le renvoi des réfugiés dans un pays jugé sûr avec un traitement expéditif des dossiers à l'arrivée dans l'Union européenne. Il réaffirme aussi la nécessité d'un mécanisme de solidarité entre pays de l'UE en cas de crise migratoire. Sauf que, faute de moyens et de volonté politique, cela se résume à des formules creuses sur la nécessité de «répartir l'effort d'accueil et de traitement administratif des réfugiés».

Il a fallu trois ans de négociations pour parvenir à faire voter ce pacte, résultat d'un compromis entre des

pays qui défendent chacun leurs intérêts, c'est-à-dire ceux de leur patronat. Ainsi, dans le même temps, les gouvernements italien et espagnol réfléchissent à régulariser des centaines de milliers de travailleurs sans papiers, pour faire face aux besoins du patronat de certains secteurs.

Dans le contexte de la campagne pour les élections européennes, les représentants des partis au pouvoir au sein de l'UE, y compris l'extrême droite italienne, ont soutenu le texte, le présentant comme une avancée dans le règlement des « arrivées illégales ». Quant à ceux qui sont dans



l'opposition, ils ont jugé le pacte trop laxiste ou trop répressif, suivant leurs options politiques. Tous, suivis des commentateurs, parlent de crise migratoire. Mais il n'y a qu'une crise, celle d'un capitalisme fauteur de guerre et de misère qui jettent des familles entières sur les routes de l'exil. Et en attendant de le renverser, il n'y a qu'une réponse possible : liberté de circuler pour tous les opprimés !

Camille Paglieri

Brésil : Zara et H&M, l'éthique du profit

Dans une enquête publiée le 11 avril, l'ONG britannique Earthsight dénonce la responsabilité de Zara et de H&M dans la déforestation et l'accaparement de terres au Brésil pour développer la culture du coton.

La production de coton a été multipliée par huit en vingt ans, faisant désormais de ce pays l'un des principaux producteurs. Une grande partie des champs cultivés provient de cette déforestation illégale, notamment celle du Cerrado,

savane arborée de plus de 1,5 million de kilomètres carrés à l'ouest de l'État de Bahia.

Les deux principaux producteurs, Horita et SLC Agricole, sont accusés par l'ONG d'être à l'origine de l'accaparement de dizaines

de milliers d'hectares pour produire le coton, qui est ensuite expédié en Asie pour fournir les usines des deux multinationales de prêt-à-porter.

Cet accaparement s'accompagne de corruption des élus et de violences envers les populations, pour les forcer à quitter leurs terres, notamment par des incendies d'habitations. De plus, l'utilisation massive de pesticides dans les champs de coton rend l'eau impropre à la consommation et entraîne un nombre important de malformations chez les nouveau-nés ainsi que des cancers, de la peau notamment.

Cela n'empêche pas ces entreprises d'obtenir le label Better Cotton, principale certification du secteur. Celui-ci est censé garantir un coton « durable » et aider les petits producteurs. Déjà épinglé pour les mêmes faits par des journalistes de Cash Investigation en 2017, ce label permet aujourd'hui à Zara et H&M de prétendre ne pas être au courant de ces pratiques.

D. M.

Italie : exploitation haute couture

La société Giorgio Armani Opérations SpA, a été placée sous administration judiciaire par la justice italienne après la découverte d'ateliers clandestins près de Milan.

Le système de cette société, qui produit des vêtements et des accessoires pour les marques du groupe de luxe Giorgio Armani, est bien rodé. La maison-mère passe par un sous-traitant officiel qui ne possède pas la moindre usine. Celui-ci fait ensuite appel à des sous-traitants clandestins chinois qui exploitent les travailleurs jusqu'à 14 heures par jour pour un salaire horaire de 2 euros. Ils fabriquent notamment des sacs à main, revendus 1 800 euros en boutique. Voilà notamment comment se bâtissent des fortunes comme celle de Giorgio Armani, estimée à 11,3 milliards de dollars par le magazine Forbes.

Si le groupe Armani est aujourd'hui le seul visé par la justice italienne, c'est bien l'ensemble du secteur du luxe qui tire profit de cette exploitation. Il y a dix ans, c'est le groupe Kering, propriété du milliardaire français François Pinault, qui était visé par un reportage à la télévision italienne pour

les mêmes faits visant sa marque Gucci dans la ville de Prato. Située près de Florence en Toscane, région italienne considérée comme la capitale de la maroquinerie de luxe, elle est la seconde ville européenne derrière Paris quant au nombre de travailleurs provenant de Chine pour alimenter en main-d'œuvre les ateliers de confection.

Cette affaire suscite un certain émoi, parce qu'elle touche le secteur du luxe et se déroule dans un pays riche. Au-delà du segment du luxe, c'est l'ensemble de l'industrie textile et, plus largement, de l'économie capitaliste qui, à l'échelle de la planète, fonctionne de la sorte, des usines américaines exploitant des enfants migrants venus d'Amérique centrale aux usines textiles du Bangladesh faisant travailler de jeunes ouvrières, en passant par les domaines agricoles ou les chantiers européens tirant profit des travailleurs sans papiers.

David Mencas

Climat : la justice propose, le capital dispose

Mardi 9 avril, pour d'obscurs motifs, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a donné raison à l'association suisse les Aînés pour la protection du climat, jugeant que l'État helvétique ne fait rien de sérieux pour atténuer les effets du changement climatique.

Par ailleurs, la CEDH n'a pas voulu reconnaître que l'inaction écologique de l'État français menaçait la ville côtière de Grande-Synthe de submersion par la mer du Nord, ni que l'inaction généralisée des États de la planète avait conduit aux incendies terrifiants de 2017 au Portugal. Mais, naturellement, ni la condamnation de la Confédération helvétique ni la relaxe de la France et des autres États n'auront de suite, ni de conséquence.

Le dérèglement climatique est une réalité de plus en plus palpable et depuis longtemps mesurée par les scientifiques. Sa cause est évidemment la totale liberté laissée aux capitalistes d'extraire, raffiner, transporter et produire ce qu'ils veulent, et en particulier les carburants fossiles, dans les conditions guidées par la seule recherche du profit immédiat. Mais tous les tribunaux du monde pourraient condamner les Total, Stellantis, CMA CGM, leurs semblables et les États qui les couvrent, que leurs actionnaires et dirigeants continueraient de jeter les jugements au panier. Ce sont eux qui décident et qui peuvent souverainement continuer à polluer la planète et son atmosphère.

P. G.



Mayotte : gouvernement et RN font la course

Un an après le début de la première opération nommée Wuambushu ("reprise" en mahorais), le gouvernement a lancé mardi 16 avril l'opération « Mayotte Place Nette » qui doit durer onze semaines, jusqu'à la fin du mois de juin, pour « lutter contre l'habitat insalubre, contre l'insécurité et contre l'immigration clandestine ».

Darmanin et sa ministre déléguée chargée des Outre-mer revendiquent le déploiement de 1 700 gendarmes, policiers et militaires pour interpellier « 60 chefs de bande et détruire 1 300 bangas », des abris de fortune. Il y aurait aussi un déploiement de moyens en mer dans le canal du Mozambique, censé couper la route à toute migration venue du continent africain.

Aucune gesticulation du gouvernement n'apportera un soulagement aux maux qui pourrissent la vie de la population mahoraise dans des domaines aussi fondamentaux que l'accès à l'eau,

à l'éducation et au logement. À Mayotte comme ailleurs, les travailleurs n'ont d'autre choix que celui de la lutte de classe. Ce ne sont pas les migrants les responsables de la misère de l'Éducation, des « classes tournantes ». La catastrophe du manque d'eau n'est pas due non plus à la présence de migrants. Les travailleurs de la collecte des déchets ont débrayé mardi 16 avril parce qu'ils ne veulent plus conduire des engins qui n'ont ni assurance ni contrôle technique, et là encore les migrants n'y sont pour rien.

Il n'empêche ! Aucun des responsables politiques de tous bords, qui en ce moment



Bidonville détruit lors de l'opération Wuambushu 1, au printemps 2023.

multiplient les visites sur l'île, ne met en cause la seule responsabilité de l'État dans la situation d'exploitation quasi coloniale de Mayotte. Aucun surtout ne remet en cause la politique impérialiste de la France, la séparation de Mayotte d'avec le reste de l'archipel des Comores pour se créer une

base dans l'océan Indien.

À deux mois des élections européennes, Mayotte est un terrain de campagne. Les 20 et 21 avril, Marine Le Pen, en défense de son programme anti-immigrés et pour la suppression du droit du sol, viendra se mesurer avec Darmanin et autres champions macroniens.

Dans une olympiade de la course de fond, ou du passage de relais ?

C'est au monde du travail, aux travailleurs conscients, qu'incombe le sursaut qui unifiera les exploités, où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, contre la marche à la barbarie.

Charlotte Dauphin

Nouvelle-Calédonie : mépris colonial

Samedi 13 avril, des dizaines de milliers de manifestants, entre un quart et un tiers de l'ensemble de la population calédonienne selon les décomptes, ont défilé à Nouméa, les uns derrière les opposants à l'indépendance, les autres avec les partis kanaks et océaniques.

Les manifestants s'opposaient sur la réforme du corps électoral calédonien prévue par le gouvernement Macron.

En effet, le 2 avril, le Sénat a adopté le projet de loi constitutionnelle défendu par Macron et Darmanin visant à dégeler le corps électoral calédonien. Les accords signés en 1998 avaient permis à l'impérialisme français d'associer la petite bourgeoisie et les courants nationalistes kanaks à la gestion de l'archipel, en leur réservant des places dans les institutions et en leur octroyant une certaine autonomie. Le droit de vote avait alors été restreint aux « citoyens néocalédoniens », ceux résidant sur l'archipel avant 1998 et leurs descendants, un calcul qui favorisait un peu les Kanaks, tout en les laissant minoritaires face aux Caldoches, les descendants des colons, et à leurs partis anti-indépendantistes.

Ces dernières années, les partis indépendantistes

ont gagné de l'influence sur le terrain électoral, notamment dans la communauté océanique originaire des îles voisines du Pacifique. L'écart entre le non et le oui lors des derniers référendums sur l'indépendance s'est réduit de 18 000 en 2018 à moins de 10 000 voix en 2020. Les partis nationalistes kanaks, qui dirigent deux des trois provinces de l'archipel, les plus pauvres, ont depuis 2021 la majorité au gouvernement et au Congrès de Nouvelle-Calédonie. À l'approche des élections locales qui devraient être convoquées avant la fin de l'année, la droite anti-indépendantiste compte sur les 25 000 électeurs que lui amènerait la réforme constitutionnelle pour faire basculer dans son sens les institutions calédoniennes.

La crise politique ouverte par la réforme constitutionnelle s'ajoute dorénavant à la crise économique liée à l'effondrement des cours mondiaux du nickel. Le riche trust suisse

Glencore, qui gère l'une des trois usines de l'archipel, vient d'annoncer la mise en sommeil de l'usine qu'il y gère en association avec la province du Nord et les partis nationalistes kanaks, le temps que les cours remontent. Cela représente une menace de plus sur ce secteur qui représente un cinquième de l'économie locale, plus de 10 000 emplois, et met en difficulté les finances locales.

Depuis la colonisation de la Nouvelle-Calédonie il y a 170 ans, l'État français, en s'appuyant sur les Caldoches et la bourgeoisie locale, joue sur la division entre communautés pour maintenir son emprise. Même si, dans le passé proche, il a pris soin d'intégrer la petite bourgeoisie kanake au jeu institutionnel, les Kanaks restent toujours globalement méprisés, plus pauvres, plus au chômage,

moins bien logés, moins bien payés. La réforme constitutionnelle concoctée à Paris, à 17 000 km de l'archipel, est une manœuvre dans le plus bel esprit colonial, visant à garder le contrôle d'un territoire que l'impérialisme français considère comme une base avancée dans le Pacifique pour y jouer dans la cour des grands, face à la Chine et derrière les États-Unis.

Serge Benham

Commémorations : Macron en tournée bleu-blanc-rouge

À l'occasion du 80^e anniversaire de la Libération, Macron entame une longue série de commémorations. Après l'hommage, le 7 avril, aux combattants du plateau des Glières, en Haute-Savoie, il s'est rendu à Izieu dans l'Ain, où 44 enfants juifs furent raflés par la Gestapo, le 6 avril 1944, puis déportés et assassinés à Auschwitz.

Suivront l'hommage aux résistants du maquis du Vercors, le 16 avril, la célébration de la Résistance marseillaise le 8 mai, celle du débarquement en Normandie les

5, 6 et 7 juin, et enfin la commémoration de la libération de Paris le 25 août prochain.

« 2024 fera mémoire de la renaissance de notre nation » et doit « célébrer le courage de nos libérateurs, résistants, soldats des pays alliés, combattants de l'armée constituée par la France libre sur le continent africain », a déclaré le président de la République début mars. La jeunesse est particulièrement visée par cette propagande. Il est conseillé aux enseignants de mener un travail sur des grandes figures et

des lieux de mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, « dans une logique de réarmement civique ».

On l'aura compris, Macron se lance dans une campagne de promotion du drapeau bleu-blanc-rouge, voulant préparer les esprits à une future guerre. Mais les jeunes, et les moins jeunes, que révolte cette société d'exploitation devront plutôt comprendre que les Macron et autres voudraient qu'ils sacrifient leur vie dans l'intérêt des industriels et des banquiers.

Aline Retesse

Agriculture : le prix plancher, c'est vache

Le 5 avril les quelques députés présents dans l'hémicycle ont voté le principe d'un prix plancher pour les produits agricoles. Il devrait obligatoirement dépasser le prix de revient et assurer au producteur un revenu équivalent à deux smic.

C'est le nouvel épisode, mais certainement pas le dernier, d'une série tragico-comique. La tragédie est celle des paysans contraints par la loi du marché, c'est-à-dire la dictature des trusts, de travailler pour rien, voire à perte, en s'endettant toujours plus. La comédie est jouée par les députés, les ministres et le président lui-même. La revendication du prix plancher, mise en avant par la Confédération paysanne et le Modéf, deux organisations d'agriculteurs historiquement liées à la gauche, avait été reprise par LFI et proposée

aux députés en novembre 2023. Les macronistes et la droite l'avaient alors rejetée, arguant finement que l'encadrement des prix serait le retour de l'Union soviétique ! C'est bien trop d'honneur pour l'habituelle et inefficace proposition d'aider par la loi les petits agriculteurs, tout en laissant les gros faire la pluie et le beau temps.

Le 24 février, après des semaines de manifestations de paysans et dans un Salon de l'agriculture survolté, Macron se prononçait pour « des prix planchers qui permettront de protéger le

revenu agricole et de ne pas céder aux pratiques prédatrices ». Ces belles paroles n'ont été suivies d'aucun effet, tant il est vrai que la FNSEA, principal syndicat agricole et porte-voix des capitalistes de la terre, est opposée aujourd'hui aux prix planchers. Les ministres interrogés ont affirmé malgré tout, quelques semaines durant, que les prix planchers de Macron n'avaient rien à voir avec ceux de la Confédération paysanne, que le président faisait preuve une fois de plus d'une grande sagesse et que toutes les couleuvres étaient bonnes à avaler pourvu qu'elles viennent de l'Élysée.

Puis est venu le 4 avril et la proposition de prix planchers déposée par surprise par une députée écologiste. Les députés macronistes ont



voté contre car, disaient-ils, ces prix planchers-là étaient inopérants. Les parlementaires de droite étaient tous opportunément absents, ne voulant froisser aucune sensibilité rurale. Les représentants du RN ont fait une nouvelle fois grincer la girouette : historiquement opposés aux prix encadrés, le RN s'est prononcé pour au début du mouvement des paysans, puis contre

lorsque Macron a été pour, et s'est abstenu le 5 mars, permettant à la proposition d'être votée.

Mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Ce qu'a produit le hasard de la valse parlementaire, au gré des retournements de veste, sera sans doute bien vite annihilé par l'État, bras légal du capital en général, et de la FNSEA en l'occurrence.

Paul Galois

Shell – Chaumont : un méthaniseur à profit

Le trust pétrolier Shell veut construire un méthaniseur géant sur une commune limitrophe de Chaumont, en Haute-Marne.

Une société a été montée, composée d'une filiale de Shell et d'un groupement de treize agriculteurs locaux, détenant respectivement 49 et 51 % du capital. Car, pour bénéficier des aides de l'État en matière de transition énergétique, il faut que plus de la moitié des actions soient possédées par des sociétés agricoles.

Un méthaniseur est une usine qui produit du gaz à partir de déchets organiques par fermentation bactérienne. Celle-ci produit aussi un résidu, nommé digestat, qui représente 95 % du volume entré dans le méthaniseur, et qui doit être épandu dans les champs.

Les déchets organiques prévus pour alimenter le méthaniseur de Chaumont seraient pour 23 % des déchets agricoles, les 77 % restants proviendraient de « cultures intermédiaires à valorisation énergétique » (CIVE), c'est-à-dire produites spécialement pour cet usage.

Ce projet a déjà provoqué la colère et une véritable mobilisation d'une partie de la population locale. Un collectif a organisé une réunion et une manifestation réunissant plusieurs centaines de riverains choqués par le côté gigantesque du projet.

Six mille hectares seront en effet consacrés

à la production de CIVE, au détriment de cultures alimentaires. La quantité de digestat est estimée à 110 000 tonnes, qui sont des fertilisants plus ou moins azotés qu'il faudra répartir sur 11 000 hectares dans plus de 140 communes de la région Grand-Est.

À cela s'ajoutent l'augmentation de circulation, estimée à 20 000 camions supplémentaires chaque année, mais aussi les risques de pollution des cours d'eau, qui ont été constatés sur d'autres méthaniseurs, les nuisances sonores ou encore les risques d'accidents industriels.

Même le conseil municipal de Chaumont, qui prévoyait de n'émettre qu'un avis réservé, s'est senti obligé de donner un avis défavorable, en constatant la mobilisation.

Le méthaniseur est peut-être considéré comme une solution pour recycler des déchets et produire de l'énergie, mais dans cette société, même ce genre de « bonnes idées » se transforme toujours en une bonne occasion d'enrichir des capitalistes, petits et grands, sans préjuger des conséquences pour les riverains et pour l'environnement.

Correspondant LO

Alimentation : malade du sucre ou du capital ?

L'Anses, l'organisme public qui mesure la sécurité sanitaire de l'alimentation, a constaté que près de 80 % des 50 000 produits transformés contiennent du sucre. L'excès de celui-ci étant nuisible à la santé, l'administration conseille aux industriels de réduire sa teneur dans les aliments préparés.

Cette teneur en sucre n'a diminué que dans les sodas, mais s'est répandue partout ailleurs, y compris dans les aliments salés. Comme le sel et le gras, il est l'exhausteur de goût le moins cher du marché et a, comme eux, un pouvoir addictif. Les industriels ont donc un triple intérêt à mettre ces constituants dans leurs produits : cela leur donne du goût, pour pas cher et cela crée une clientèle quasi captive. L'obésité qui touche les

classes pauvres des pays riches comme celles des pays pauvres semble bien suivre la pénétration croissante de la nourriture industrielle.

Au début de la chaîne, on ne peut pas s'attendre à ce que les États fassent pression sur les industriels. Il n'y a pourtant pas de malédiction dans la confection à grande échelle de nourriture, y compris de plats cuisinés. Au contraire, elle devrait permettre une économie de travail social, un gain de temps pour tous, à commencer par les mères, sur qui repose aujourd'hui cette corvée. La malédiction, si on peut l'appeler ainsi, réside exclusivement dans le fait que, livrée à la course au profit, la fabrication industrielle répand désormais le diabète et l'obésité en même temps que la nourriture.

P. G.



Lafarge: Macron et Darmanin contre les écologistes

Le 11 avril, neuf militants ont reçu une convocation pour un procès qui aura lieu le 27 juin prochain à Évreux. C'est la suite de la protestation organisée en décembre dernier par deux cents organisations écologistes ou syndicales contre le groupe Lafarge.

Le 10 décembre, une journée de protestation avait été organisée contre le cimentier, dénonçant à la fois l'artificialisation des sols et des soupçons de financement de Lafarge à l'État islamique (Daech) en Syrie, en 2016. À Val-de-Reuil, les militants avaient envahi le site, vidant des sacs de pigment de coloration pour béton et des barils de sable.

Quatre mois plus tard, le 8 avril, 17 personnes ont été placées en garde à vue dans le cadre d'une enquête de la Sous-direction antiterroriste (SDAT). Les arrestations ont eu lieu sans ménagement : interpellation à 6 h

du matin à coups de bélier dans la porte, fusil d'assaut braqué sur le visage, passage à tabac laissant des hématomes dans les côtes, au ventre et au visage. Les militants embarqués, les yeux bandés, se sont retrouvés au quatrième sous-sol du SDAT à Levallois-Perret, dans des cellules éclairées au néon, sous vidéosurveillance et à l'isolement complet. Le zèle mis par la BRI dans cette opération a aussi frappé d'innocents voisins des militants !

Une des militantes écologistes, relâchée sans suite judiciaire, après 60 heures de garde à vue, s'est retrouvée



CONTRE-ATTAQUE

en pleine nuit dans une rue de Paris, menottée dans le dos, les yeux bandés et sans téléphone...

Les chefs d'inculpation retenus sont démesurés : association de malfaiteurs, dégradations en réunion, séquestration. Cinq des neuf prévenus sont sous contrôle

judiciaire et doivent pointer tous les quinze jours. Certains n'ont pas le droit de se contacter et ne peuvent se rendre dans l'Eure.

N'ayant pas réussi à faire interdire les Soulèvements de la terre, le gouvernement, ministre de l'Intérieur en tête, se venge et

traite comme des terroristes des militants qui sont surtout des lanceurs d'alerte. Le message est clair : les industriels, du ciment, du pétrole ou de la chimie seront défendus contre ceux qui voudraient les faire cesser de polluer.

Jacques Fontenoy

Continental – Toulouse : le suicide d'un salarié

Jeudi 28 mars, Benoît, un salarié du labo de Continental Toulouse, a mis fin à ses jours. C'est un choc pour sa famille et pour tous les salariés de l'usine.

Sa famille accuse Continental, pensant que le geste de Benoît est lié à sa situation de détresse au travail, accentuée par l'annonce de la fermeture du labo d'ici 2025. Une soixantaine de travailleurs sont menacés par cette fermeture et, comme il fallait s'y attendre, la direction prétend qu'il n'y a aucun lien entre cette situation et le décès de Benoît.

Ce n'est pas l'avis de ses proches, qui pointent les conditions de travail subies par les salariés, les tensions et le stress qui en résultent. D'autres salariés de l'usine ont fait dernièrement des burn-out ou des dépressions. Certains sont même, malgré cela, convoqués à des entretiens en vue de sanctions « pouvant aller jusqu'au licenciement... »

En mars, le directoire du groupe Continental a annoncé en même temps des dividendes de 440 millions pour les actionnaires

et la suppression de milliers d'emplois à travers le monde. Pour ces financiers cyniques, les travailleurs ne sont que de la chair à produire et des variables d'ajustement pour maximiser leurs profits.

Face à ce drame, la direction toulousaine a dénoncé les articles de presse prétendument calomnieux parus sur le sujet. Elle cherche à montrer son « attention » envers le personnel en mettant en place une cellule d'écoute psychologique. Mais c'est bien elle qui est responsable de l'aggravation des conditions de travail et de la menace sur les emplois.

Contre cette pression, le seul vrai antidote est la solidarité ouvrière. Il faut faire cesser cette chasse aux travailleurs qui en fait les victimes de l'appât du gain des patrons. Halte aux menaces de suppressions d'emploi !

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent La cuisine patronale, c'est immangeable !

J'ai travaillé plusieurs mois comme serveur dans un restaurant d'une grande chaîne de grillades, en Normandie. À mon arrivée, les gérants se sont félicités que les serveurs soient payés à l'heure, et non en fonction du chiffre d'affaires par service. Quelle bonté ! Mais au final, on se retrouve au smic et on n'a même pas de primes. Normalement, dans la restauration, on a le droit à un repas par jour ou à une compensation financière équivalente. Mais là, non seulement on ne reçoit rien quand on ne prend pas de repas, mais en plus on nous interdit d'emporter le plat chez nous ou de le prendre après le service, prétendument pour « éviter les abus » !

Tout est fait pour pousser à vendre le plus possible. Ainsi, une responsable m'a reproché de donner une carafe d'eau aux clients quand ils s'installent, car cela réduit les chances que les clients consomment des boissons payantes. Il n'y a pas de petits profits, comme on dit... On est aussi mis en concurrence : chaque jour,

les trois serveurs avec le chiffre de vente le plus bas doivent en plus faire le nettoyage des toilettes ! Mais bizarrement, quand un des gérants travaille en salle et se retrouve dans les trois derniers, il échappe à la corvée de nettoyage et un autre la fait à sa place. En parlant de propreté, la seule fois où la question de l'hygiène a été abordée, ça a été pour nous faire signer, en plein milieu du rush, un papier comme quoi on aurait été formés.

Les horaires de début et de fin de service ne sont connus des salariés que le vendredi pour la semaine suivante. Impossible d'organiser quoi que ce soit en avance dans sa vie personnelle.

J'aime travailler dans la restauration, car on permet



à des gens de passer des bons moments. Si c'était nous, les travailleurs, qui organisons les choses, aller au restaurant serait beaucoup plus agréable – pour ceux qui mangent comme pour ceux qui travaillent !

Un serveur révolté

Erratum

Dans le numéro 2906 de notre hebdomadaire, daté du 12 avril, l'article consacré au mouvement des travailleurs du Journal

officiel, mentionnait : « La grève continue. » Or ces travailleurs ne sont pas en grève. Leur lutte, en revanche, continue bien.

Stellantis : un patron qui vaut de l'or

Le conseil d'administration de Stellantis, la vraie voix des familles Peugeot et Agnelli, propriétaires de ce groupe automobile, a proposé que la rémunération de Carlos Tavares, le directeur général, c'est-à-dire leur serviteur, soit augmentée de plus de 50% pour 2023. Dont acte depuis le 16 avril. Tavares touchera 100 000 euros... par jour, soit 36,5 millions d'euros pour un an.

Ces sommes astronomiques sont une insulte pour les centaines de milliers de travailleurs du groupe qui s'esquintent la santé à produire des voitures pour des salaires de misère. Mais ceux qui peuvent se payer un DG

aussi cher gagnent collectivement 180 fois plus que lui. Pour 2023, les actionnaires de Stellantis ont encaissé 6,6 milliards d'euros, l'équivalent de 18 millions par jour ! Ils ont largement de quoi remercier Tavares de

ses nombreux services.

La presse ne tarit pas d'éloges pour ce DG qui aurait rétabli la bonne santé de l'entreprise durant les dix ans de sa gouvernance. En réalité, avant lui, la mauvaise santé de l'entreprise était un mensonge fabriqué pour faire avaler la fermeture d'une usine comme celle d'Aulnay. La bonne santé de l'entreprise n'a rien à voir avec celle de ses ouvriers. Au contraire même, puisque chaque gain de productivité se paye d'un côté

par des millions en plus, de l'autre par des souffrances et de l'exploitation en plus.

La bonne santé de l'entreprise vue par les actionnaires, ce sont aussi les licenciements. En dix ans, les usines qui composent aujourd'hui Stellantis sont passées de 400 000 emplois à 270 000. Pour ce qui est de la France, 22 000 emplois ont été supprimés dans le même temps.

Depuis la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay en 2014, il y a eu bien d'autres fermetures de sites en France : le siège de l'avenue de la Grande-Armée, celui de Paris 17^e, ceux de La Garenne, d'Herimoncourt, l'usine de Saint-Ouen et celle de Douvrin dans le Nord. Et d'autres usines encore sont sur la liste des sites

susceptibles de fermer. Dans le monde, les ravages ont été aussi impressionnants. L'usine Opel de Bochum en Allemagne a fermé, ainsi que celle d'Aspern en Autriche. Les usines d'Italie, anciennement du groupe Fiat, ont connu plus de 7 500 suppressions d'emplois. Aux États-Unis, les suppressions d'emplois se multiplient aussi. Et partout l'esclavage sur les chaînes de production est aggravé par des cadences qui augmentent.

Le palmarès de Tavares se résume donc à compter combien de vies il a brisées, combien d'or il a fait rentrer dans les coffres-forts de tous ces parasites qui vivent de la sueur des ouvriers. À l'image de ce monde, il inspire le dégoût.

Marion Ajar

Infirmières libérales : de nombreuses raisons de manifester

Jeudi 4 avril, plusieurs centaines d'infirmières libérales ont manifesté à Paris, à l'appel du collectif des Infirmiers libéraux en colère et de deux syndicats de la profession. Partis de la place de la Bastille, les manifestants se sont rendus au ministère de la Santé.

Il était réconfortant pour les manifestants de voir des collègues venus de toutes les régions, où l'on se sent souvent isolé. Ils exprimaient leur mécontentement pour plusieurs raisons, entre autres, la non-revalorisation des actes infirmiers depuis quinze ans, la non-reconnaissance de la pénibilité du travail, la retraite tardive (67 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein). Autrement dit, il s'agissait de revendications communes au monde du travail.

Les tarifs conventionnels n'ont pas été augmentés depuis 2009. Une manifestante expliquait que, pour une injection, le tarif est de 4,50 euros brut. Pour calculer le net, après avoir ôté les

cotisations, il faut diviser par deux, soit 2,25 euros. Pour un pansement courant, c'est 6,30 euros, soit 3,15 euros net.

La prise en charge d'un patient dépendant, qui recouvre de multiples aspects (soins d'hygiène, prévention et surveillance, distribution du traitement...) est désormais rémunérée par un forfait quotidien, sans tenir compte du nombre de passages au domicile. Les montants actuels, de 13 à 28,70 euros brut, poussent les infirmières à limiter les prises en charge de patients les plus lourds. Pourtant, les prises en charge lourdes « en ville » sont de plus en plus nombreuses et nécessaires, car les patients sortent de plus en plus tôt de l'hôpital.

Quant à la revalorisation en janvier dernier de l'indemnité forfaitaire de déplacement, qui passe de 2,50 à 2,75 euros, elle a de quoi faire réagir quand on la compare à l'augmentation du prix des carburants ces dernières années. Pour ceux et celles qui avalent les kilomètres dans leur journée pour se rendre chez les patients, le budget carburant a explosé !

En quinze ans, le pouvoir d'achat des infirmières libérales a baissé. Beaucoup d'entre elles augmentent le nombre de patients par jour, quitte à atteindre des semaines ultra-chargées... mais jusqu'à quand ? Elles ne se voient pas travailler jusqu'à 67 ans ! Alors, les raisons de manifester sont nombreuses.

Après une longue attente à la fin de la manifestation, une délégation a été reçue par le ministère, d'où il est ressorti... le projet de réunion d'un groupe de travail à l'automne. Le gouvernement est bien loin de se préoccuper du sort des infirmiers libéraux, pas plus que de celui des travailleurs des autres secteurs. Il prévoit 600 millions d'économies sur les hôpitaux dans le budget 2024, alors que dans le projet de loi de finances des Armées il a prévu une hausse de 3,3 milliards d'euros.

Le mécontentement est là, et les infirmières sont décidées à poursuivre leur mouvement.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Face à la détresse des jeunes

Je travaille actuellement en tant que psychologue scolaire en lycée et collègue REP dans un territoire rural de Nouvelle-Aquitaine. Je suis contractuelle et découvre ce métier depuis cette année. On m'a dit que je serais formée avant de commencer mon travail avec les élèves mais, au bout de quelques jours, j'ai été jetée dans le grand bain sans plus d'accompagnement. Je suis seule psychologue pour plus de 800 élèves, dont beaucoup sont en grosses difficultés sociales et familiales. Autant dire que je n'en reçois qu'une infime partie.

Alors que beaucoup d'élèves subissent des

violences intra-familiales, des agressions sexuelles ou d'autres drames, nous n'avons ni le temps ni l'espace nécessaires pour qu'ils se confient et, lorsque les professeurs prennent le relais, la hiérarchie leur reproche de « sortir de leurs missions ».

Les psychologues scolaires sont confrontées chaque jour à toujours plus de détresse chez les jeunes, et nous n'avons ni les moyens ni le temps pour y faire face. Trop peu disponibles et en très faible nombre, nous nous sentons tel un pansement qui tenterait de stopper une hémorragie...

Une lectrice



General Electric – Belfort: **quelles garanties pour les travailleurs ?**

Cela fait maintenant plus de deux ans que General Electric a décidé de revendre le secteur des turbines Arabelle qui équipent des centrales nucléaires et les EPR, secteur issu d'Alstom. Depuis il est dit aux 1 500 travailleurs que ce serait une bonne chose qu'ils soient transférés à EDF, dans le « giron français ».

Les travailleurs ne savent rien, bien sûr, du sort qui leur est réservé. Est-ce que tout le monde sera repris ? Dans quelles conditions ? Beaucoup, avec raison, restent sur leur garde et sont méfiants.

Le 10 février 2022, devant un parterre de salariés choisis et filtrés par la police, et surtout d'officiels et de notables, Macron,

accompagné du PDG d'EDF, était venu à l'usine de Belfort confirmer l'intérêt de ce rachat, avec la perspective pour EDF-Framatome de réaliser de profitables affaires, avec notamment le groupe russe Rosatom, acteur important du marché des turbines Arabelle. C'était juste quelques jours avant le déclenchement de la guerre en Ukraine. En même

temps, Macron bonimentait sur une relance de la production de nouveaux réacteurs nucléaires d'ici 2035, la meilleure voie vers la souveraineté énergétique selon lui.

Le 1^{er} décembre 2023, date à laquelle EDF annonçait pouvoir prendre la main, tout un cinéma devait avoir lieu dans l'usine pour recevoir ministre et PDG. Et tout a été annulé à la dernière minute ! De quoi laisser perplexe beaucoup de monde. Depuis, on en est au même point.

Tous les tenants du patriotisme économique, de la souveraineté industrielle, des « intérêts de la nation »,



Macron chez General Electric Belfort.

les syndicats, partis politiques et élus de tout bord donnent de la voix, en s'adressant au gouvernement pour exiger que ce rachat se fasse.

Dans ce vaste marchandage entre grandes entreprises, les travailleurs n'ont rien à gagner. Dans tous les secteurs de GE, riche à milliards, il y a eu ces dernières années des plans de licenciements et de suppressions

d'emplois en cascade. Cela continue, comme les attaques contre les salaires et les conditions de travail. De son côté, EDF a la même logique d'exploitation, de course à la rentabilité financière.

Quel que soit le futur patron, l'avenir ne peut dépendre que de la capacité des travailleurs à s'organiser eux-mêmes pour défendre leurs intérêts.

Correspondant LO

ExxonMobil: **licencieur milliardaire**

Le trust pétrolier ExxonMobil, pourtant riche à milliards, vient d'annoncer un arrêt d'activité en Normandie et la vente d'une raffinerie en Provence.

Ce sont les travailleurs, les premiers concernés, qui sont les derniers à être mis au courant des grandes manœuvres des capitalistes : avec la vente de sa raffinerie de Fos-sur-Mer, près de Marseille, ExxonMobil est en train de conclure une affaire engagée depuis un certain temps. Le consortium qui est sur le point de

la racheter jure, la main sur le cœur, que tous les emplois seront sauvegardés. Cette promesse de patron ne rassure pas les 310 salariés d'Exxon et à de quoi inquiéter franchement les 300 travailleurs des entreprises sous-traitantes. D'autant plus qu'Exxon justifie la réduction de ses opérations de raffinage en Europe par

l'envolée du prix de l'énergie – dont ce trust est d'ailleurs un des responsables – prix qui ne va pas être réduit pour les beaux yeux du repreneur.

À Port-Jérôme-Gravenchon, entre Rouen et Le Havre, Exxon a annoncé la fermeture de la plateforme Chimie, produisant les matières plastiques, et le licenciement de 647 personnes sur 1 926. Cela implique aussi de lourdes

menaces sur les emplois de centaines de travailleurs de la sous-traitance, sur le site et alentour. Le ministre de l'Industrie, Roland Lescure, a réagi en déclarant que le groupe pétrolier avait l'obligation de valoriser le site et de reclasser les salariés. Exxon a répondu qu'il engagerait la « recherche de solutions », mais on connaît à l'avance le résultat : des centaines de travailleurs sont menacés

de se retrouver au chômage pour gonfler encore plus les profits considérables de ce trust pétrolier.

Cumulés sur 2022 et 2023, les bénéfices d'ExxonMobil se montent à 90 milliards de dollars. Mais les actionnaires n'en n'ont jamais assez. Avec tous ces milliards de profits accumulés, pas question que des centaines de travailleurs soient jetés à la rue !

Lucien Détroit

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal avril 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai



PHOTOS LO ET ARC



Meetings

avec **Nathalie Arthaud**
et **Jean-Pierre Mercier**

qui conduisent la liste Lutte
ouvrière aux Européennes

dimanche et lundi à 15 heures



Le Village médiéval

◆ Ateliers et échoppes, forge médiévale et calligraphie, vannerie et travail du bois, herboriste, travaux d'aiguille.

◆ Spectacles, théâtre et lectures de poèmes, jugement public : Le procès du cochon.

◆ Animations et démonstrations : mise en armure, escrime, jeux médiévaux, jongleries et acrobaties.

◆ Conférences avec des spécialistes du Moyen Âge.

La Cité des sciences

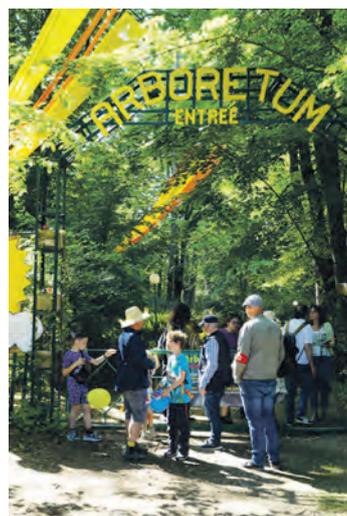
Des scientifiques et des chercheurs viennent exposer de manière simple et accessible leurs recherches, et débattre avec le public

- **Marylène Patou-Mathis**: l'invisibilité des femmes dans l'histoire de l'évolution humaine
- **Jean-Loïc Le Quellec**: l'origine des mythes de la préhistoire
- **Kamil Fadel**: qu'est-ce que l'énergie ?
- **Marc Peschanski**: l'IA dans les laboratoires de recherche
- **Maud Tenaillon**: la domestication des plantes
- **Pierre Drossart**: le système solaire, et au-delà
- **Stéphane Rostain**: les cités disparues d'Amazonie
- **Judith Lorant**: les nouvelles thérapies mises en lumière par le vaccin Covid
- **Sophie Sacquin-Mora**: les protéines
- **Catherine Vidal**: transhumanisme, IA, intelligence humaine
- **Jean-Marc Pétilion**: les hommes préhistoriques et la mer



Il y a 50 ans: La grève du Crédit lyonnais de 1974

Débat avec Arlette Laguiller et ses camarades, vidéo, exposition



L'Arboretum

110 espèces différentes d'arbres du monde entier : l'eucalyptus, assécheur de marais, l'araucaria, désespoir du singe, le ginkgo biloba, qui inventa le sexe dans l'arbre, la fougère arborescente, le palmier de Chine...

Les visites commentées: L'arbre, quel être étonnant ! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • 10 arbres, 10 histoires et une surprise ! • Le sexe sans complexe • Les

écorces • À l'écoute des oiseaux de l'arboretum.

Les ateliers: tour à bois, empreintes d'écorces, les graines, greffage d'agrumes...

Les conférences: **Georges Feterman** de l'association A.R.B.R.E.S.: la protection des arbres • **Giovanna Di Pietro**, physicienne: les écorces au Néolithique • **Edwin Roubanovitch**, ethnomusicologue: le bois en musique.

Films et documentaires

- *The old oak*, de Ken Loach
- *Les feuilles mortes*, d'Aki Kaurismäki
- *Les algues vertes*, de Pierre Jolivet
- *Nezouh*, de Soudade Kaadan
- *Bâtiment 5*, de Ladj Ly
- *Green border*, d'Agnieszka Holland
- *Le théorème de Marguerite*, d'Anna Novion
- *Les lueurs d'Aden*, d'Amr Gamal
- *L'établi*, de Mathias Gokalp
- *Moi capitaine*, de Matteo Garrone
- *Pierre, feuille, pistolet*, de Maciek Hamela
- *Une histoire oubliée*, de Ysé Tran

Parcours dans les arbres

Un parcours dans les arbres pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés : tyroliennes, ponts de singe, échelles, parcours de difficulté progressive.

Attention: accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de

taille (1,50m minimum).
Tarif : 5 euros



Parmi les débats présentés par Lutte ouvrière

- *L'impérialisme français en Afrique*
- *Le pacifisme*: illusion ou étape dans la marche à la guerre ?
- *Guerre économique et protectionnisme*
- *Uniforme à l'école et nationalisme*
- *L'économie de guerre*
- *Le mouvement des agriculteurs et le capitalisme agroalimentaire*
- *Halte à la chasse aux immigrés*
- *République démocratique du Congo*: la guerre
- par procuration des trusts miniers
- *Mayotte*
- *La guerre en Ukraine*
- *Israël/Palestine*
- *Rwanda, 30 ans après le génocide*
- *Le nucléaire, solution aux problèmes énergétiques ?*
- *La grande distribution*
- *Droit des nations à disposer d'elles-mêmes au 21^e siècle*
- *La marche à la guerre*
- *Pour en finir avec l'oppression des femmes*
- *Le logement*

En pratique

La Fête aura lieu à Presles, dans le Val-d'Oise, dans le parc du Château de Bellevue.

Attention, il ne reste que quelques jours, jusqu'au dimanche 21 avril, pour acheter la carte d'entrée au prix de 15 euros. À partir du lundi 22 avril, et jusqu'au mercredi 15 mai, elle coûtera 20 euros. Après cette date et sur place à l'entrée de la fête, son prix passera à 25 euros.

Pour les jeunes de plus de 15 ans, la carte est éligible au Pass Culture. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

On peut profiter de 20 % de réduction sur les dépenses à la fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la fête.

Cartes et bons peuvent être achetés auprès de nos militants, ou sur le site de la fête.

Renseignements pratiques, billetterie et programme :
fete.lutte-ouvriere.org